



tion allant jusqu'à 18 mois pour des personnes en situation administrative irrégulière. Astrid Lulling avait argumenté que cette directive délimitait enfin la durée de rétention. Elle oubliait qu'en 1972 elle avait elle-même voté la loi luxembourgeoise sur l'entrée et le séjour des étrangers qui limitait à 3 mois pareille rétention.

Ceux du dehors vivent l'Europe du renforcement des frontières comme une forteresse. Ils subissent l'augmentation vertigineuse du tarif des passeurs, la croissance du nombre des morts. Selon l'observatoire des victimes de l'émigration, 14 921 immigrés sont morts aux frontières de l'Europe depuis 1988, dont 6 469 sont disparus en mer. Evidemment, ces chiffres ne font seulement état des morts « répertoriés ».

Pour en revenir à la seule Afrique, évoquons les économies envoyées par la diaspora africaine en 2008 : selon *Le Monde* (23 octobre 2009) il s'agirait de 27,3 milliards d'euros, le double de l'aide publique au développement !

Il faudra en venir à favoriser des canaux légaux d'immigration et à agir sur les causes de l'émigration par exemple par l'annulation immédiate de la dette des pays du Sud. D'autant plus que celle-ci rend les *Objectifs du millénaire pour le développe-*

*ment*, à savoir la réduction de moitié de la pauvreté dans le monde à l'horizon 2015, inatteignables.

## Le visa Schengen

Ce qui fait la renommée du nom de Schengen de par le monde, ce sont les visas de tourisme à ce nom : établis par un pays de l'UE, ils valent pour tous les autres.

La carte page 10 nous montre les pays exempts de visas : être blanc ou latino permet un déplacement sans visa, alors que les noirs et asiatiques semblent relever d'office de la catégorie des suspects.

Restent les conditions d'obtention d'un visa Schengen. Si le lecteur de ces lignes part en vacances en Egypte, il pourra se porter acquéreur pour quelques euros d'un visa à l'arrivée à destination. Si jamais il voudra inviter un Égyptien à lui rendre visite au Luxembourg, l'un et l'autre apprendront que réciprocité ne veut pas dire égalité de traitement. Pour l'obtention d'un visa Schengen, le demandeur devra faire preuve de garanties de la part de son hôte, et de patience. ♦

<sup>1</sup> A noter cependant une prise de position circonstanciée de la plateforme Migrations & Intégration publiée seulement par le Wort et le Journal.

## Retour sur la genèse de la loi dite de double nationalité

Le gouvernement CSV-DP n'avait pas mis en route un changement législatif permettant la nationalité multiple, arguant qu'en 1999 pareille initiative n'était pas prévue dans les programmes électoraux et qu'il n'avait donc pas de mandat à cet effet. Le gouvernement CSV-LSAP s'est donc attelé à la tâche.

Le 5 août 2004, lors du débat d'investiture du gouvernement, Michel Wolter, à l'époque président du groupe parlementaire CSV, précisait que la double nationalité était différente de la simple, et qu'il fallait donc des conditions spéciales. Il prônait le maintien des cinq années de séjour pour la nationalité simple et des dix ans pour la double nationalité. Le ministre de la Justice, Luc Frieden, maître d'ouvrage de la loi, vient de livrer ses considérations lors d'une table ronde le 6 février 2010 à la Section des Sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal : « Si j'ai souhaité et réussi à augmenter le nombre d'années comme durée de résidence, ce n'était pas mon idée initiale. J'avais plusieurs idées initiales, mais parmi celles qui n'ont pas été retenues par le Conseil des ministres, figurait une différence entre citoyens de l'Union Européenne et les autres, parce qu'il est beaucoup plus facile pour un citoyen d'un pays avoisinant de s'intégrer (...) dans la société luxembourgeoise que pour un ressortissant qui vient d'un pays plus lointain et notamment d'autres continents. Et donc, mon idée avait été, à l'époque, de maintenir les cinq ans pour les citoyens de l'Union Européenne et d'avoir un délai plus long, sept, dix années pour les autres citoyens. Cette idée n'a pas été retenue pour différentes raisons, notamment des raisons de non-discrimination que je n'ai pas partagées à l'époque.<sup>1</sup> »

Ajoutons que les sept ans retenus pour tous par le législateur sont le résultat de la prédominance du CSV, puisqu'il y avait une majorité d'idées (LSAP, DP et déi gréng) au sein de la Chambre pour aller plus loin, à savoir, maintenir les cinq années de résidence prévalant jusque-là. La discipline de coalition a fait céder le LSAP. Après la loi sur l'euthanasie un second décrochage des socialistes n'était sans doute plus envisageable.

SK

<sup>1</sup> Population luxembourgeoise : nationalité, intégration, langue. Institut Grand-Ducal, Luxembourg, 2010, ISBN 978-2-9599794-2-2